

Vision stratégique et politique d'armement de la Turquie

Ana Pouvreau

Spécialiste des mondes russe et turc. Ecrivaine et chercheuse en sciences politiques, docteure ès lettres de l'Université de Paris IV-Sorbonne et diplômée de la Boston University en relations internationales et études stratégiques.

Comme le déclare le président turc Recep Tayyip Erdogan, dans sa « Vision 2023 » la Turquie se doit de devenir, à l'horizon 2023 – année marquant le centenaire de la République turque – « une grande puissance au plan global et un acteur majeur de la paix et de la stabilité au Moyen-Orient » ⁽¹⁾. Cette « Nouvelle Turquie », qu'il appelle de ses vœux, serait en voie de se hisser au rang de dixième économie mondiale ⁽²⁾.

Dans cette optique, le pays continue à s'affranchir de l'influence des États-Unis, partenaire stratégique essentiel, en accélérant, entre autres, la mise en place d'une industrie d'armement autonome. Ce renforcement de sa base industrielle et technologique de défense (BITD) permettrait à la nouvelle puissance turque d'atteindre ses objectifs géostratégiques, tant au plan intérieur, pour préserver son intégrité territoriale face au séparatisme kurde actif dans le Sud-Est du pays, mais également en Syrie ; qu'au plan régional, pour poursuivre sa pénétration de la péninsule Arabique et asseoir – entre autres – sa domination face à l'Iran ; enfin, au plan global, pour se poser en concurrent sérieux parmi les pays exportateurs mondiaux d'armement. L'ambition affichée de la Turquie en équipements de défense serait d'atteindre une quasi-autosuffisance et d'exporter 25 milliards de dollars de matériels en 2023 ⁽³⁾. Mais en dépit de ces efforts, sa dépendance vis-à-vis des États-Unis demeure, pour l'heure, une réalité indéniable.

Par ailleurs, ce désir d'autonomie stratégique a progressivement généré des frictions sur la scène internationale. En premier lieu, la recherche de nouveaux partenaires, tels que la Russie et la Chine, a eu pour effet de soulever la vive inquiétude des États-Unis et de l'Otan, alliance dont la Turquie est membre depuis 1952. En outre, à l'instar de son intervention militaire contre les Kurdes de Syrie, son soutien apporté à la coalition sous l'égide de l'Arabie saoudite, contre les rebelles

(1) « 2023 Political Vision », document du Parti de la justice et du développement - AKP (www.akparti.org.tr/).

(2) Hillel Fradkin, Lewis Libby : « Erdogan's Grand Vision: Rise and Decline », *World Affairs*, mars-avril 2013 (www.worldaffairsjournal.org/).

(3) Emanuele Scimia : « Arms trade is key to expanding Ankara's influence », *Asia Times*, 17 juin 2017 (www.atimes.com/).

chiites houthis soutenus par l'Iran au Yémen, pourrait à terme renforcer les tensions régionales. Enfin, en poursuivant ses efforts pour développer une base industrielle nationale dans le domaine de l'armement, la Turquie pourrait, dans un avenir proche, devenir une puissance concurrente de certains de ses Alliés.

Une dépendance persistante vis-à-vis des États-Unis en matière d'équipements de défense

Deuxième armée de l'Otan en effectifs, la Turquie a constitué pendant la guerre froide un rempart dans la défense du flanc Sud-Est de l'Alliance atlantique dans l'objectif d'un endiguement (« *containment* ») de l'Union soviétique, tel que le préconisait la doctrine Truman. En 1980, l'accord bilatéral *DECA* (*Defense and Economics Cooperation Agreement*) a permis aux États-Unis d'obtenir l'accès à 26 emprises militaires turques en échange d'une aide de 450 millions de dollars permettant à la Turquie de continuer à acheter des matériels militaires américains ⁽⁴⁾. Après la guerre froide, la considérant comme un pivot stratégique au Moyen-Orient, les États-Unis la conservèrent comme partenaire privilégié dans la région. Entre 1948 et 2011, ils lui accordèrent près de 13,8 milliards de dollars d'aide militaire globale (dont 8,2 milliards de dons et 5,6 milliards de prêts) ⁽⁵⁾. Ce soutien indéfectible à l'Allié turc a encore récemment été réitéré par le secrétaire d'État américain Mike Pompeo le 24 mai 2018 ⁽⁶⁾.

Dans ce contexte, pendant plusieurs décennies, la Turquie a perçu des aides annuelles dans le cadre du *Foreign Military Financing* (*FMF*) pour acheter des équipements de défense aux États-Unis ⁽⁷⁾. Ce qui explique pourquoi elle continue d'accorder une prééminence aux matériels de haute technologie américains, qu'elle se procure *via* les *Foreign Military Sales* (*FMS*) ou directement auprès des constructeurs par le biais des *Direct Commercial Sales* (*DCS*). C'est le cas des avions, hélicoptères, des systèmes de guerre électronique et des systèmes de missiles avancés. Le partenaire américain conserve donc, pour l'heure, une place considérable dans le domaine des équipements de défense (notamment en ce qui concerne les avions de combat et les hélicoptères). En témoigne également la participation de la Turquie (parmi dix pays étrangers) à l'ambitieux projet d'avion multirôle F-35 Joint Strike Fighter, rival du Rafale de Dassault Aviation.

Les forces armées turques disposent d'environ 300 avions de chasse américains multirôles F-16 Fighting Falcon (tels que celui qui a abattu l'avion de chasse

(4) John Tirman : *Spoils of War: The Human Cost of America's Arms Trade* ; Free Press, New York, 1997, p. 76.

(5) Jim Zanotti : « Turkey-US Defense Cooperation: Prospects and Challenges », *Congressional Research Service (CRS) Report*, 8 avril 2011, p. 4.

(6) « USA : "Nous avons besoin que la Turquie soit un allié au sein de l'Otan" », *TRT Net*, 24 mai 2018 (www.trt.net.tr/).

(7) Jim Zanotti : « Turkey: Background and U.S. Relations », *Congressional Research Service (CRS) Report*, 1^{er} août 2014, p. 12. Les subventions annuelles américaines sont accordées par la Defense Security Cooperation Agency (DSCA) du Département de la Défense (DoD) dans le cadre de l'éducation et de la formation militaires internationales (*International Military Education and Training, IMET*), ainsi que par le biais des programmes *NADR* (*Non Proliferation, Antiterrorism, Demining and Related programs*) visant à promouvoir la non-prolifération, l'antiterrorisme et le déminage.

russe à la frontière turco-syrienne en 2015) qu'elle a construits sous licence. Avec des drones MQ-1 Predator fabriqués aux États-Unis qu'elles peuvent équiper de missiles Hellfire, elles sont en mesure de frapper efficacement des cibles au sol. On peut citer aussi le système de missiles tactiques de l'armée de terre MGM-140, conçu par les États-Unis, qui est capable de frapper des cibles à 160 kilomètres de distance. La Turquie en aurait 100⁽⁸⁾. Dès 2014, après plusieurs années de négociations, la Turquie a signé un accord de 3,5 milliards de dollars avec le constructeur américain Sikorski pour acquérir 109 exemplaires spécialement modifiés de l'hélicoptère Black Hawk S-70⁽⁹⁾.

Cependant, les recompositions régionales résultant des stratégies successives mises en œuvre par les États-Unis au Moyen-Orient, depuis les années 1990, ont fini par provoquer une montée des tensions dans le débat stratégique entre les deux puissances. Ainsi, tout en conservant une relation privilégiée avec son Allié américain, la Turquie, pour sa part, entend désormais assurer la défense de ses intérêts nationaux selon sa propre perception des menaces tant intérieures qu'extérieures.

Des efforts considérables axés sur le développement d'une BITD nationale

Il est en effet indubitable qu'une puissance qui souhaite acquérir une autonomie de décision et jouer un rôle au plan régional, voire mondial, se doit de disposer d'une industrie d'armement nationale et d'une relative autosuffisance dans ce domaine. Dans cette optique, la Turquie tente depuis plus de trente ans de développer sa BITD comme l'a montré la chercheuse Sophie Lefeez, spécialiste des industries de défense et de sécurité, dans de récents travaux⁽¹⁰⁾. À partir des années 2000, marquées par l'arrivée au pouvoir de l'AKP, le parti du président Erdogan, on note une accélération de ce processus. Actuellement, plus de 230 programmes de défense font l'objet d'un suivi de l'État et 1,6 milliard de dollars de chiffre d'affaires sont réalisés à l'export par des entreprises turques d'armement⁽¹¹⁾. La Turquie a également accru ses investissements dans des programmes de recherche et développement de manière significative⁽¹²⁾. C'est ainsi que d'une situation de grande dépendance vis-à-vis des États-Unis, le pays met progressivement en place une industrie de défense autonome. Pour l'analyste Burak Ege Bekdil, les progrès ont été substantiels. En 2002, l'industrie locale de la Turquie satisfaisait 24 % de ses propres besoins. Ce *ratio* était de 64 % en 2017 (bien que les méthodes de calcul

(8) Jeremy Wilson : « Here's what Russia will be up against if it decides to mess with Turkey », *Business Insider*, 24 novembre 2015 (<http://uk.businessinsider.com/>).

(9) Burak Ege Bekdil : « Eurosatory - New \$3.5B Deal Paves Way for Turkish-made Black Hawks », *Defense News*, 7 juin 2016 (www.defensenews.com/).

(10) Sophie Lefeez : « L'industrie de défense turque : un modèle de développement basé sur une volonté d'autonomie stratégique », *Policy Paper*, Iris, avril 2017.

(11) Général Patrice Moyeuve : « Note sectorielle sur l'industrie de défense turque », Advantis Consulting, 2017 (www.advantisconseils.com/).

(12) « Étude EPS 2015-31 - BITD et politique d'exportation d'armement de la Turquie », Iris, Paris, 2017, p. 15.

de ce *ratio* soient sujettes à discussion) ⁽¹³⁾. En témoignent les équipements tels que le char turc Altay ; le Panter Howitzer, une arme d'artillerie ; les missiles air-sol guidés Mızrak-U ; les nouveaux 4X4 blindés BMC Kirpi et Vuran, qui font la fierté du Président turc. En outre, les forces armées turques seront équipées de 500 000 nouveaux fusils d'assaut de fabrication nationale, ce qui leur permettra de s'affranchir de l'Allemagne dans ce domaine ⁽¹⁴⁾. Dans le naval, la Turquie a lancé le programme Milgen pour la construction de corvettes et de frégates ⁽¹⁵⁾.

Outre sa dépendance vis-à-vis des États-Unis, la Turquie reste tributaire d'autres pays pour de nombreux équipements. Elle était le huitième plus gros importateur mondial d'armes conventionnelles majeures entre 2005 et 2015. La France figure au cinquième rang de ses fournisseurs derrière les États-Unis, l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas ⁽¹⁶⁾. À noter également un rapprochement récent avec le Royaume-Uni dans ce domaine ⁽¹⁷⁾.

Les pays occidentaux ont récemment vu avec inquiétude leur Allié turc se tourner vers de nouveaux partenaires stratégiques dans le domaine de la coopération de défense. La Turquie cherche en effet, depuis plusieurs années, à nouer des partenariats avec des pays non-Otan tels que la Russie, la Chine, le Pakistan, la Corée du Sud et, jusqu'en 2011, la Syrie, suscitant de ce fait des interrogations chez ses Alliés. À titre d'exemple, dans le domaine de la défense antiaérienne et antimissile, ces craintes ont été renforcées en 2013 par le choix inattendu de la Turquie d'un constructeur chinois – China Precision Machinery Import Export Corp (CPMIEC) – à la suite d'un appel d'offres, pour se procurer le système Hongqi-9/FD 2000 ⁽¹⁸⁾. En novembre 2015, sous la pression de ses Alliés, la Turquie renonça finalement à ce projet. Elle signa par la suite, en septembre 2017, dans le cadre de sa nouvelle politique de rapprochement avec la Russie, un contrat portant sur la livraison du système de défense antiaérienne russe S-400 « Triumph » – le système russe le plus avancé dans ce domaine – pour ses besoins immédiats. Cet événement a soulevé l'opposition des Occidentaux, attendu que ce système n'est pas interopérable avec les systèmes utilisés par l'Otan. Les premières livraisons sont toutefois prévues pour 2019. Parallèlement, en 2018, la Turquie a signé un accord de coopération avec le *consortium* franco-italien Eurosam en matière de défense antimissile en vue de développer, à plus long terme, son propre système indigène ⁽¹⁹⁾.

(13) Burak Ege Bekdil : « Going it alone: Turkey staunch in efforts for self-sufficient defense capabilities », *Defense News*, 23 avril 2017 (www.defensenews.com/).

(14) L'armurier allemand Heckler & Koch a annoncé en 2017 l'arrêt de ses ventes à plusieurs pays du Moyen-Orient, dont la Turquie.

(15) « Turkey starts to make first 'indigenous' frigate », *Hürriyet Daily News*, 19 janvier 2017 (www.hurriyetcailynews.com/).

(16) Général Patrice Moyeuve : « Note sectorielle sur l'industrie de défense turque », *op. cit.*

(17) Burak Ege Bekdil : « Is the US out as Turkey's top Western arms dealer? », *Defense News*, 24 mai 2018 (www.defensenews.com/).

(18) Ethan Meick : « China's Potential Air Defense System Sale to Turkey and Implications for the United States », *U.S.-China Economic and Security Review Commission Staff Report*, 18 décembre 2013.

(19) Sevil Erkus : « Turkey, Italian-French consortium advance talks on air defense systems », *Hürriyet Daily News*, 4 juin 2018 (www.hurriyetcailynews.com/).

En poursuivant ses efforts pour diversifier ses partenariats et développer ses capacités nationales, la Turquie pourrait, dans un avenir proche, devenir une puissance concurrente de plusieurs de ses Alliés (entre autres, de la France) dans le domaine de l'armement. C'est déjà le cas pour certains secteurs de l'industrie aéronautique avec la production d'hélicoptères, à l'exception de l'aviation de combat ; de l'industrie navale (bâtiments patrouilleurs, ravitailleurs et démineurs) ; de l'électronique de défense et même du secteur missilier. Les exportations aérospatiales et de défense turques ont connu une croissance forte et régulière au fil des dernières années ⁽²⁰⁾. Une telle perspective soulève de nombreuses interrogations sur un marché déjà ultra-compétitif.

Une politique d'armement adossée à une nouvelle vision stratégique

La quête de matériels pour lutter contre le séparatisme kurde

Au plan intérieur, la représentation de la menace demeure hantée par le spectre de la question kurde, les Kurdes de Turquie constituant 21 % de la population. L'État turc refuse de transiger face à l'insurrection kurde dans le Sud-Est du pays. Traumatisée par la perte de l'Empire ottoman, la Turquie n'a obtenu la reconnaissance de ses frontières actuelles que de haute lutte et considère les revendications kurdes comme attentatoires à l'intégrité territoriale du pays ⁽²¹⁾. Le processus de paix avec les Kurdes, enclenché en 2012, a été officiellement interrompu à la suite de l'attentat meurtrier de Suruç (20 juillet 2015) – officiellement attribué à l'État islamique (EI) – à la frontière turco-syrienne contre des Kurdes. Le PKK ayant repris l'action armée, le président Erdogan déclara impossible la poursuite des pourparlers.

Sur le théâtre syrien, inquiets de la constitution du « Rojava », ces trois cantons kurdes de Syrie devenus quasi autonomes après le départ des troupes gouvernementales de Bachar el-Assad en 2012, les Turcs ont repris la main en lançant une offensive victorieuse à la fois contre les combattants kurdes mais aussi contre l'EI, à Afrine, le 20 janvier 2018, offensive qu'ils ont élargie à une centaine de kilomètres vers l'Est à Manbij ⁽²²⁾, dans l'objectif de progresser dans tout le Nord de la Syrie jusqu'à la frontière avec l'Irak. L'opération a été menée avec les rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL) à laquelle participent massivement des combattants islamistes « des brigades turkmènes, telles que la brigade Sultan Mourad, proche de la Turquie ⁽²³⁾, et Faylaq al-Cham, le bras armé des Frères musulmans syriens, qui

(20) Sophie Lefeez : *Ibidem*, p. 8-11.

(21) Entretien avec le professeur Mustapha Benchenane, spécialiste du Moyen-Orient, 10 février 2018.

(22) Georges Malbrunot : « Après Afrine, la Turquie veut élargir l'offensive contre les Kurdes syriens », *Le Figaro*, 20 mars 2018 (<http://premium.lefigaro.fr/>).

(23) Ana Pouvreau : « Les relations entre la Russie et la Turquie à l'épreuve du conflit en Syrie », *Revue Défense Nationale*, Tribune n° 716, décembre 2015 (www.defnat.com/).

évoluent dans l'orbite d'Ankara »⁽²⁴⁾. Elle a permis à la Turquie d'exposer aux yeux du monde de nombreux matériels de fabrication nationale tels que des chars T-155 Firtina ou des lance-roquettes à canon multiple MRBL T-122. Des hélicoptères T-129 ATAK⁽²⁵⁾ équipés de missiles air-sol à guidage laser turcs Cirit fabriqués par la firme Roketsan, ont frappé des cibles préalablement désignées au laser par les forces terrestres. Les BMC Kirpi ont été utilisés pour le transport de troupes terrestres. À noter également l'utilisation du système Koral, un système d'attaque électronique radar terrestre développé par la compagnie turque Aselsan, spécialisée dans les systèmes de communication et de défense électronique, et de caméras thermiques, de radars, d'armes et de munitions fabriqués en Turquie. On a constaté également que les drones furent d'une grande utilité dans la traque de l'ennemi lors de l'opération d'Afrine.

À cet égard, dès 2008, dans sa lutte contre le PKK dans le Sud-Est du pays, la Turquie a cherché à obtenir des États-Unis des livraisons de drones. En 2011, des drones Predator non-armés avaient été redéployés d'Irak vers la Turquie par l'Administration Obama afin de continuer à surveiller la frontière turco-irakienne⁽²⁶⁾. Mais dans le conflit syrien, la Turquie s'est souvent trouvée directement en désaccord avec son allié américain, la coalition contre l'État islamique (EI) sous commandement américain travaillant de concert avec les Unités de protection du peuple (YPG) kurdes, considérées par Ankara comme une émanation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et placées sur la liste des organisations terroristes. En juin 2018, États-Unis et Turquie se sont rapprochés pour évoquer la situation à Manbij. C'est dans ce contexte troublé que la production de drones armés de fabrication turque a été accélérée. Il en est ainsi pour la version armée du premier drone turc de type *MALE* (*Medium-Altitude, Long-Endurance*) – le drone Anka⁽²⁷⁾ – construit par Turkish Aerospace Industries, ainsi que pour les drones armés (dits « drones kamikazes ») Alpagan, Togan et Bayraktar⁽²⁸⁾. Ce qui illustre bien le lien entre autonomie stratégique et développement d'une base industrielle nationale.

Une politique d'armement au service d'une ambition régionale

La Turquie exporte des équipements de défense de fabrication nationale à destination de plusieurs pays de la région (Égypte, Bahreïn, Irak, Qatar et Arabie saoudite) dans un double objectif : s'imposer comme un interlocuteur primordial

(24) Benjamin Barthe : « L'Armée syrienne libre, de la lutte contre Assad à la milice proturque », *Le Monde*, 30 janvier 2018 (www.lemonde.fr/).

(25) Erdal Turkoglu : « Turkey uses locally-made weapons in Afrin operation », *Agence Anadolu*, 26 janvier 2018 (www.aa.com.tr/).

(26) Jim Zanotti : « Turkey: Background and U.S. Relations », *op. cit.*, p. 44.

(27) Lalezar Sariibrahimoglu : « Turkey's Anka armed UAV conducts first strike », *IHS Janes Defence Weekly*, 14 juillet 2017 (www.janes.com/).

(28) Burak Ege Bekdil : « Drone wars: Turkey ups homegrown options », *Defense News*, 3 novembre 2017 (www.defense-news.com/).

au Moyen-Orient, en particulier dans la péninsule Arabique, d'une part, et contrer l'influence iranienne dans la région, d'autre part (tout en maintenant néanmoins de forts liens économiques avec ce pays) ⁽²⁹⁾.

Elle exporte également de nombreux matériels vers des pays sunnites en Asie-Pacifique tels que la Malaisie, le Pakistan et l'Indonésie, ce qui lui procure une vitrine aux yeux d'acheteurs potentiels et lui permet surtout d'accroître son influence au plan global dans sa poursuite du statut de grande puissance. Les bonnes relations diplomatiques qu'entretiennent ces pays asiatiques à la fois avec le Qatar et l'Arabie saoudite constituent notamment un atout diplomatique régional supplémentaire pour la Turquie ⁽³⁰⁾. À noter que l'ensemble de ces pays sont membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), dont le siège est à Djeddah (Arabie saoudite) et dont le Président turc a présidé l'ouverture du 13^e Sommet, le 24 mai 2018, à Istanbul.

*

**

En conclusion, les efforts déployés par la Turquie pour construire une industrie de défense autonome témoignent de sa volonté de montée en puissance sur la scène internationale. Cependant, il est peu probable que d'ici 2023, elle atteigne l'autosuffisance, si tant est que cela signifie qu'elle soit en mesure de mener des opérations – intérieures ou extérieures – avec des matériels de fabrication turque uniquement. Elle dispose actuellement de nombreux équipements américains et il est évident qu'elle continuera de les utiliser bien au-delà de 2023. Plus inquiétantes sont ses velléités atomiques supposées ⁽³¹⁾. Celles-ci contribuent à agiter le spectre de la nucléarisation de la région, et leur concrétisation dans les décennies à venir n'est pas à exclure. L'ambition annoncée de la Turquie est de disposer, dans un premier temps, d'un siège de membre non-permanent au Conseil de sécurité des Nations unies ⁽³²⁾, mais à plus long terme peut-être, d'un siège de membre permanent. L'arme nucléaire lui permettrait d'accéder à ce statut convoité. Les affres de la tentation nucléaire font ainsi surgir de grandes incertitudes quant à l'évolution géostratégique future de ce pays en pleine mutation. ♦

(29) Mohammad-Reza Djalili, Thierry Kellner : « Ankara et Téhéran, alliés ou concurrents ? », *Le Monde diplomatique*, janvier 2017, p. 16-17 (www.monde-diplomatique.fr/).

(30) Emanuele Scimia : « Arms trade is key to expanding Ankara's influence », *Asia Times*, 17 juin 2017 (www.atimes.com/).

(31) George Perkovitch, Sinan Ülgen : « Turkey's Nuclear Future », Carnegie Endowment Center for International Peace, Washington D.C., 2015. Voir également Ana Pouvreau : « L'impact stratégique des nouveaux choix énergétiques de la Turquie », *Revue Défense Nationale*, n° 783, octobre 2015.

(32) Serkan Demirtas : « As Turkey prepares to take a seat at UN Security Council », *Hürriyet Daily News*, 15 octobre 2014 (www.hurriyetdailynews.com/).